

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX


CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur : Monsieur le Directeur Général de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Représenté par : Monsieur le Directeur du GHU AP-HP. NORD – Université de Paris

Lieu d'exécution

**Hôpital Saint-Louis
1, avenue Claude VELLEFAUX
75010 Paris**

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 2 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	---

ARTICLE 1 – OBJET, TYPE ET DUREE DU MARCHÉ

1.1. Objet

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) précise les conditions d'exécution du marché relatif à la réalisation des **travaux d'extension de l'unité de Thérapie Cellulaire(UTC)** à l'Hôpital Saint Louis, sis à Paris Xème.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) comporte les caractéristiques des prestations à réaliser.

1.2. Type et montant

Conformément aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1 alinéa 1, R2123-4, R2123-5, R2123-6, R2131-12, R2131-13 et R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

1.3. Durée – délais d'exécution

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire et perdurera jusqu'à la réalisation complète de la prestation (période de garantie incluse).

Le délai d'exécution des travaux est estimé à **18 mois** à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service de démarrage.

Ce délai inclut la période de préparation du chantier fixée à 2 mois.

Ce délai commence à courir à partir de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations de travaux.

A titre indicatif, et sans engagement formel du maître d'ouvrage, la date d'ouverture du chantier est prévue courant le 2nd trimestre 2025.

1.4. Marchés complémentaires

Le marché est susceptible de faire l'objet de marchés complémentaires pour la réalisation de prestations analogues dans les trois années qui suivent sa notification tel qu'envisagé par l'article **R2122-7** du code de la commande publique.

ARTICLE 2 – DECOMPOSITION ET FORME DU MARCHÉ

2.1. Allotissement

La consultation est allotie comme suivant :

- Lot n°1 : VRD
- Lot n°2 : CLOS – COUVERT – REVETEMENTS DURS SOLS ET MURS
- Lot n°3 : PLATRERIE – FAUX PLAFONDS – SALLE BLANCHE
- Lot n°4 : MENUISERIES BOIS INTERIEURES – AGENCEMENT
- Lot n°5 : PEINTURES - SOLS SOUPLES
- Lot n°6 : CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE – SANITAIRES
- Lot n°7 : ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES
- Lot n°8 : FLUIDES SPECIAUX
- Lot n°9 : RAYONNAGES

	Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis Procédure adaptée	Date : Janv. 2025 Page 3 sur 14 CCAP n° SLS 003-2025
--	---	---

2.2. Tranches

Sans objet.

2.3. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Le marché ne comporte pas de PSE.

2.4. Variantes

Il est prévu les Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires suivantes :

- Lot n°2 : CLOS – COUVERT – REVETEMENTS DURS SOLS ET MURS
 - PSE : **Remplacement des menuiseries bois extérieures existantes**
- Lot n°5 : PEINTURES - SOLS SOUPLES
 - PSE : **Peinture des menuiseries bois extérieures conservées**
- Lot n°6 : CHAUFFAGE – VENTILATION – PLOMBERIE – SANITAIRES
PSE : **Gestion de l'hygrométrie dans la salle de cryogénie**

Le candidat est tenu de répondre aux PSE obligatoires.

L'acheteur notifie au titulaire les PSE qu'il décide de retenir parmi cette liste. Cette notification intervient concomitamment à celle du marché.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONTRACTUELLES ET CERTIFICATS

3.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre fixé ci-dessous en cas de contradiction entre-elles :

- L'Acte d'Engagement du marché (par lot) et leurs annexes financières dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- Le calendrier contractuel d'exécution de l'opération fixé par les parties lors de la mise au point du/des marché(s) et notifié aux titulaires à l'issue de la période de préparation ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Technique Particulières (CCTP) par lot et ses annexes ;
- Les ordres de services passés en cours d'exécution du marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux travaux (CCAG-Travaux) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- L'offre technique du titulaire. Toutefois, les engagements pris par le titulaire qui s'avèrent plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur que les pièces particulières et générales ci-dessus priment celles-ci.

3.2. Certificats

Pour vérifier que le titulaire n'est pas placé dans la situation de l'article L2141 du code de la commande publique, celui-ci est tenu de transmettre tous les six mois, en avril et octobre, quelle que soit la date de début de marché et sans que l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du Travail, et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

ARTICLE 4 – ORGANISATION GENERALE DE L'OPERATION

- La maîtrise d'œuvre est confiée au groupement : Hope Architecture / Gruet Ingénierie / L'atelier architecte.
- La mission de contrôleur technique est confiée à l'entreprise RISK CONTROL.
- La mission de coordinateur SPS est confiée à l'entreprise QUALICONSULT SECURITE
- La mission de coordonnateur SSI est confiée à l'entreprise PREVENTION INCENDIE.
- Tandis que l'ordonnancement, la coordination et le pilotage (OPC) du chantier seront assurés par l'entreprise Direct & ORG GO.

Les titulaires des marchés de travaux devront se conformer aux dispositions et documents transmis par ces derniers.

ARTICLE 5 – COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

5.1. Cotraitance

La situation des cotraitants est régie par les articles R2142-1 à -14, R2142-19 à -27, R2191-36 à -41 et R2191 -46 à -53 du code de la commande publique et les articles 3.5, 3.6, 3.8, 10.1, 11.6, 11.7 et 13 du CCAG-Travaux. Le cas échéant, le mandataire du groupement conjoint est solidaire des autres membres du groupement.

5.2. Sous-traitance

La situation des sous-traitants est régie par les articles L2193-1 et -3 -8 -9 R2142-19 à -27, R2191-3 à 18, R2191-45 -54 -56 -57 et R2193 du code de la commande publique et le CCAG-Travaux (notamment en ses articles 3.5, 3.6, 10.1).

Le titulaire peut sous-traiter les prestations de son choix dans le respect des textes précités et après acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

ARTICLE 6 – EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objets du marché, sont exécutées conformément aux stipulations du CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre s'ils sont plus avantageux pour le pouvoir adjudicateur, notamment pour ce qui concerne les délais d'exécution, les matériaux utilisés ou fournis, les rendements énergétiques, l'étendue et le périmètre des garanties... etc.

L'organisation de la prestation sera détaillée lors de la réunion de mise au point du marché faisant suite à la notification des marchés.


Ordre de service

Un ordre de service portant démarrage de l'opération sera par ailleurs notifié aux titulaires par télécopie ou mail par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Seuls les ordres de service prévisionnels signés par le représentant dûment habilité et notifiés aux titulaires devront être honorés.

Chaque ordre de service sera numéroté et précisera :

- la nature des prestations à réaliser (dont l'installation concernée et la phase souhaitée) ;
- les dates et durées de réalisation ;
- la référence du marché.

	Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis Procédure adaptée	Date : Janv. 2025 Page 5 sur 14 CCAP n° SLS 003-2025
--	---	---

ARTICLE 7 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux, une période de préparation d'un mois est prévue. Pendant cette période, les entrepreneurs et/ou les groupements doivent arrêter, en accord avec le maître d'œuvre :

- le schéma d'organisation du chantier ;
- le calendrier contractuel détaillé des travaux comportant une décomposition par lot et par tâche ;
- les détails des déconstructions, des constructions et leur exécution ;
- l'adaptation du cadre type du compte-rendu de rendez-vous de chantier ;
- l'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du CCAG-Travaux et par la réglementation en vigueur ;
- l'établissement et la présentation de plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-Travaux.
- et plus généralement tout élément nécessaire au suivi et à la bonne gestion du chantier.

7.2. Organisation, sécurité et hygiène du chantier

7.2.1. Organisation matérielle et collective du chantier

- Les titulaires et/ou les groupements doivent :
 - se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
 - assurer la mise en place de leur chantier, le nettoyage faisant suite aux travaux qui les concernent, le ramassage des gravois et déchets qui résultent de leur activité, conformément aux dispositions des CCTP.
- Le titulaire du lot n°1 doit par ailleurs :
 - assurer la mise en place, la clôture, l'affichage, la signalisation, le nettoyage (mise à disposition et gestion de bennes et évacuation des gravois, nettoyage fin a minima hebdomadaire), l'entretien du chantier et le repliement des installations à la fin du chantier conformément aux dispositions du CCTP ;
 - assurer l'organisation du chantier et chemins de service, des tracés d'implantation ; ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements.
 - prévoir les dispositions nécessaires à l'accueil des visiteurs ou de l'encadrement, en particulier bottes et casques pour 15 visiteurs minimum.


7.2.2. Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par les entrepreneurs dans les conditions prévues aux CCTP, à l'article 31.4 du CCAG-Travaux et conformément à la législation en vigueur.

7.2.3. Conditions générales d'exécution des travaux

Les entrepreneurs ne pourront se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de leurs prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur,
- b) l'exploitation normale du domaine public et des services de l'établissement,
- c) l'exécution simultanée d'autres travaux.

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 6 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	---

Ils devront en outre prendre à leur charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée aux personnels et aux malades pendant la durée de l'opération à l'intérieur de l'établissement, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :

- bruits d'origines diverses ;
- odeurs, fumées, gaz ;
- poussières d'origines diverses ;
- débris divers et gravats provenant de l'exécution même des travaux.

A cet effet, certains travaux sont susceptibles d'être exigés en horaires décalés, voire le samedi.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, les entrepreneurs devraient en référer au maître d'œuvre.

Au cours de l'exécution des travaux, les entrepreneurs doivent, à leurs frais, garantir leurs matériaux et éléments de protection de chantier des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrage ou partie d'ouvrage, les frais résultant des remplacements et mises en état incombent au titulaire concerné.

7.2.4. Nettoyage de chantier

Pendant leurs interventions, les titulaires sont tenus d'assurer le nettoyage quotidien du chantier à leurs frais conformément aux stipulations du CCTP.

Un nettoyage fin sera en outre réalisé par le titulaire du lot 1 de manière hebdomadaire, voire plus fréquemment au vu des besoins. Le pouvoir adjudicateur entend par nettoyage fin, une prestation de dépoussiérage, d'aspiration et de balayage _ avec un linge humide propre _ des surfaces du chantier, de sorte que les diverses salissures (traces de colles, de peinture...) soient nettoyées efficacement. L'utilisation d'appareils d'entretien professionnels et de serpillères assortie d'un savoir-faire spécifique est exigée.

Par ailleurs, si l'entreprise défaillante dans le cadre de la prestation de nettoyage ne peut être identifiée, cette dépense sera imputée au compte des dépenses communes.

7.3. Dépenses communes - Convention inter-entreprises

7.3.1. Dépenses communes


Tous les entrepreneurs seront tenus de participer aux dépenses communes du chantier.

L'entrepreneur du lot 1 sera chargé de la gestion du compte desdites dépenses communes. A ce titre, ce dernier est chargé de faire l'avance des dépenses communes. Il peut demander des acomptes aux autres entrepreneurs.

En fin de marché, il établit la répartition des dépenses communes et indique à chaque entrepreneur sa quote-part. En cas de désaccord, le maître d'œuvre arbitre le différend.

Ce compte rémunère d'une façon générale, toutes dépenses d'intérêt commun, qui ont pour but d'assurer la bonne marche du chantier notamment :

- la gestion du compte commun ;
- la consommation d'eau ;
- les dépenses d'énergies nécessaires aux installations de chantier ;
- les consommations téléphoniques ;
- le nettoyage du bureau de chantier et des installations communes ;
- l'entretien de la clôture ;
- l'entretien des voiries ;

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 7 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	---

- la gestion des déchets de chantier ;
- les frais de réparation et de remplacement des fournitures mise en œuvre détériorées ou détournées, dans le cas où les personnes responsables de ces faits ne seraient identifiées.

Ne seraient en aucun cas comprises dans ces dépenses, toutes les fournitures et ouvrages destinés à être reçus par le maître d'ouvrage ou qui auraient été omis dans les documents du marché.

7.3.2 Convention inter-entreprises

Une convention inter-entreprises pourra être passée entre les entreprises pendant la période de préparation du chantier.

ARTICLE 8 – CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue des prestations afin de vérifier leur conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre.

8.1. Essais et contrôles

Les vérifications visuelles seront réalisées sur site conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-Travaux.

Les constatations effectuées à l'issue de l'installation seront réalisées conformément aux articles 12 et 28 du CCAG-Travaux.

Les essais, épreuves et contrôles préalables aux réceptions finales des modulaires seront effectués conformément aux CCTP et au CCAG-Travaux (article 24).

Le prestataire procèdera à des essais sur l'ensemble des parties fonctionnelles des constructions modulaires. Il pourra procéder avec le maître d'ouvrage à des essais de fonctionnement en atelier avant mise en service sur le site.

Les modalités d'essais sont les suivantes :

- vérification de fonctionnement,
- essais des appareils mécaniques, électriques ou électroniques,
- essais visant à vérifier les caractéristiques fonctionnelles demandées au cahier des charges techniques.

Si les résultats obtenus ne sont pas positifs ou concordants avec les essais réalisés en parallèle par le Maître d'ouvrage, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés au titulaire sont entièrement à sa charge.

Dans l'hypothèse où il est demandé au titulaire des essais et/ou contrôles en sus, il est prévu que :


- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés en dépenses contrôlées ;
- si ces essais et/ou contrôles sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître d'ouvrage.

Dans les deux cas, si ces essais et/ou contrôles s'avèrent négatifs ou défectueux, ils seront mis à la charge du titulaire ainsi que tous autres essais et/ou contrôles nécessaires pour conduire à un résultat positif.

8.2. Réceptions

8.2.1. Généralités

La réception des travaux est réalisée conformément aux articles 41 du CCAG-Travaux. Elle prend effet à la date de l'achèvement des travaux et est demandée par le titulaire.

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 8 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	---

8.2.2. Levée de réserves

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant la période d'exploitation, est notifié par ordre de service.

8.3. Documents fournis après exécution

La somme des études, constats, contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire d'un lot doit fournir est précisée au sein des CCTP et des articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux. Les titulaires fourniront lesdits éléments au maître d'œuvre à la fréquence déterminée par les CCTP.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations de petit entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...) ;
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires au maître d'œuvre (dont un exemplaire reproductible sur calque).

8.4. Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs concernés sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part de l'exploitation, d'autre part de l'entretien du matériel neuf. Cette formation aura lieu avant que la décision de réception des travaux ne soit prise.

ARTICLE 9 – GARANTIES

Les travaux réalisés dans le cadre du marché bénéficieront de la garantie de parfait achèvement telle que prévue par le CCAG Travaux (article 44).


Le délai des garanties des équipements installés est également fixé à douze mois. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

ARTICLE 10 – MODALITES DE DETERMINATION ET DE VARIATION DES PRIX

10.1. Détermination et composition des prix

10.1.1. Prix forfaitaires

Conformément aux articles R2112-6 et R2431-7 du code de la commande publique, les prix des prestations faisant l'objet du marché sont des prix forfaitaires hors TVA appliqués aux travaux réellement exécutés.

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 9 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	---

En l'espèce, le marché à prix forfaitaires rémunérant les prestations figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) signée par le titulaire de chaque lot.

Les prix forfaitaires comprennent l'ensemble des coûts afférents à la prestation qu'ils couvrent sans que le titulaire ne puisse soumettre un quelconque prix annexe au pouvoir adjudicateur article 10 du CCAG-Travaux) et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Dès lors, les prix présentés à travers la DPGF sont établis en tenant compte notamment :

- des frais d'études d'exécution éventuels ;
- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée d'autres ouvrages ou prestations ;
- de la participation aux dépenses d'intérêt commun et au compte des dépenses communes ;
- des sujétions d'organisation du chantier dans le site général de l'opération ;
- des mesures de sécurité incombant à l'entrepreneur, conformément à la réglementation en vigueur ;
- de la rémunération directe par les entrepreneurs de la valorisation des tâches ;
- des présentations d'échantillons, prototypes, etc. ;
- des coûts imposés par l'application des réglementations relatives au traitement de certains déchets ;
- du fait que les travaux sont réalisés en milieu hospitalier en activité et des contraintes que cela impose à l'entrepreneur, notamment pour ce qui concerne l'interdiction d'utiliser des appareils trop sonores hors horaires décalés, les protections à installer et maintenir... (cf. CCTP).

10.1.2. Prix unitaires

De manière exceptionnelle, et dans le cadre de travaux demandés au titulaire en dehors des prescriptions prévues au marché, certaines dépenses pourront être rémunérées en dépenses contrôlées.

A cet effet, le titulaire concerné proposera au maître d'ouvrage un devis présentant d'une part ses taux horaires par profession (tel qu'il les aura fixés à travers son offre) et d'autre part le volume horaire estimé de chaque intervenant. Le maître d'ouvrage validera ou réfutera ledit devis après avoir sollicité l'avis du maître.

Les fournitures seront quant à elles rémunérées à l'aide d'un coefficient multiplicateur de déboursé fixé à **1.25**. Les prix de celles-ci, assorti dudit coefficient, devront être justifiés par la présentation des factures du fournisseur, remises éventuelles déduites.

Emission de bon de commandes

En cas d'émission de bons de commandes, leur durée de validité ne pourra excéder celle de la durée du marché dans la limite de 3 mois sous réserve que le bon de commande ait été établi avant la date d'expiration du marché.

10.2. Variation des prix

Les prix sont fermes sur l'ensemble de la durée du marché. Ces derniers seront toutefois actualisables dans les conditions suivantes :


- Le jour de la notification de l'ordre de service de démarrage, si un délai de plus de trois mois s'est écoulé depuis la date limite de réception des offres.

L'actualisation du prix sera alors établie suivant la formule :

$$P = P_0 (X - 3 \text{ mois} / X_0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix de la prestation.

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 10 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	--

Po = prix initial de la réalisation de la prestation tel qu'inscrit au sein de la DPGF annexée à l'Acte d'engagement du marché.

X = valeur du même indice à la date de début d'exécution des prestations. La valeur retenue sera la dernière publiée à cette date.

Xo = valeur de l'indice au mois Mo inscrit sur l'Acte d'engagement (date de fixation du prix).

Indice utilisé :

Lots /prestations	Index	Prix concernés
Lot 1 : VRD	100% BT02	Tous les prix
Lot 2 : clos – couvert – revêtements durs sols et murs	50% BT42 + 50% BT09	
Lot 3 : plâtrerie – faux plafonds – salle blanche	100% BT08	
Lot 4 : menuiseries bois intérieures – agencement	100% BT18a	
Lot 5 : peintures - sols souples	50% BT46 + 50% BT10	
Lot 6 : chauffage – ventilation – plomberie – sanitaires	70% BT41 + 30% BT38	
Lot 7 : Electricité – courants forts et faibles	100% BT47	
Lot 8 : fluides spéciaux	100% BT38	
Lot 9 : rayonnages	100% BT38	

Les coûts unitaires relatifs aux dépenses contrôlées (coûts horaires) sont actualisés dans les mêmes conditions. Le coefficient de déboursé est en revanche fixe sur l'ensemble de la durée du marché.

Le prix ainsi actualisé reste ferme pendant toute la période d'exécution des prestations et constitue le prix de règlement.

10.3. Régime des taxes

La taxe appliquée au prix hors taxe des prestations est la T.V.A. au taux en vigueur à la date de l'offre. Ces taux ne sont mentionnés qu'à titre indicatif ; en cas de modification de la législation fiscale, il sera fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

ARTICLE 11 – AVANCE – ACOMPTE – FACTURATION – REGLEMENT DES PRESTATIONS

11.1. Avance facultative

Conformément au Code de la Commande Publique (articles R 2191-7 à 10 et R 2193-17 à 21), le titulaire et ses sous-traitants (uniquement pour les lots supérieurs à 50 000 € HT et dont la durée est > 2 mois.) peuvent demander le versement d'une avance dont l'étendue est fixée à 5% du montant du lot concerné, PSE incluses, si celles-ci ont été retenues par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de l'avance se fera conformément aux articles R2191-11 à R2191-14 du code de la commande publique.

11.2. Décomptes et acomptes mensuels

Décomptes


L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés ou entrepris, conformément aux stipulations de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront transmis au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors de la réunion de chantier hebdomadaire.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire.

Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre.

	<p align="center">Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p align="center">Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 11 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	--

11.3. Cas du règlement des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction au forfait qui seraient la conséquence de modifications que l'administration se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues à l'article 13 du CCAG-Travaux.

Le cas échéant, ces demandes de paiement seront accompagnées du devis validé par le maître d'ouvrage, lequel précisera les taux horaires présentés par le titulaire à travers son offre (éventuellement révisés), les quantités, et les factures des fournitures (remises incluses).

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître de l'ouvrage dans le cadre de l'opération. L'entrepreneur ne peut prétendre à indemnité si ces études et devis n'ont pas de suite.

De plus, aucun travail supplémentaire, modification de prestations ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires, quelles qu'en soient les modifications et l'étendue.

Par ailleurs, dans le respect des articles R2194-1 -2 -6 -7 -8 du code de la commande publique, le marché peut être modifié, lorsque le montant de la modification est inférieur à 15 %.

Par dérogation à l'article 14.2.2 du CCAG-Travaux, le seuil de 10 % est porté à 15 %.

De la même façon, et par dérogation à l'article 14.3 du CCAG-Travaux, l'augmentation limite relative aux travaux forfaitaires fixée au dit article est portée à 15 % de la masse initiale.

Parallèlement, et par dérogation à l'article 15.1 du CCAG-Travaux, la diminution limite de la masse des travaux forfaitaires est portée à 15 % de la masse initiale.

Cette augmentation ou cette diminution de la masse des travaux fera l'objet d'une décision de modification conforme à l'esprit des articles R2194-1 à -10 du code précité.

11.4. Facturation et règlement

Le paiement s'effectuera par le biais de mandats administratifs suivant les règles de la comptabilité publique devant le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'AP-HP. La facturation sera effectuée après l'admission de la prestation telle que définie ci-avant.

Les acomptes afférents au paiement doivent être établies mensuellement sur la base des éléments de prestations figurant à la DPGF.

Les acomptes sont transmis(es) sous forme dématérialisée, sur le portail : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; dans le module « factures de travaux ». Cette solution permet au titulaire du marché de suivre le traitement de l'acompte ;

Ces factures porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le N° de SIRET ou SIREN ;
- le code APE ;
- les numéros du marché et du bon de commande valant ordre de service ;
- le numéro de la facture ;
- le montant hors taxe de la prestation ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total des prestations exécutées ;
- la formule de révision et les éléments de calculs ;
- la date de facturation

11.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **50 jours** à compter de la présentation de la demande de paiement, et ce, conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et en application des dispositions (articles L2192-12 à R2192-14 et R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique) relatives à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires prévu est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

En outre, une indemnisation forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante euros devra être versée.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

ARTICLE 12 – PENALITES – RESILIATION – LITIGES**12.1. Pénalités de retard**

Les pénalités applicables au marché sont les suivantes :

- 150 € /jour pour retard de remise de documents d'exécution et administratifs
- 500 € par retard ou absence à une réunion de synthèse technique, OPR, réception
- 500 € par retard ou absence à une réunion de chantier
- 150 € /jour pour les nettoyages de chantier non effectués
- 1/500 du montant des travaux du lot concerné par jour calendaire de retard sur l'exécution d'une tâche selon le planning de l'OPC
- Si dans un délai de 45 jours après notification des réserves liées à la réception, celles-ci ne sont pas intégralement levées, une pénalité fixée à 200 € (deux cent euros) par jour calendaire et par entreprise concernée, sera appliquée sur simple demande du Maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, lorsque les conditions d'application de ces pénalités sont constatées, celles-ci sont applicables au premier euro, de plein droit, et sans mise en demeure préalable du/des titulaire(s) des marchés.

12.2. Résiliation - Litiges


Les dispositions du chapitre 7 du CCAG – Travaux et des articles R2191-30 et -31 du code de la commande publique s'appliquent pleinement à cet article.

Le titulaire peut demander la résiliation du marché conformément aux articles 50.1 et 50.2.1 du CCAG-Travaux.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses énoncées au présent marché, le Pouvoir Adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, après que le titulaire ait été mis en demeure de présenter ses observations.

Tout différend du titulaire avec le pouvoir adjudicateur est réglé suivant les voies contentieuses administratives devant le Tribunal Administratif de Paris sis 7, rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04.

Les parties tenteront au préalable de résoudre leur désaccord à l'amiable dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG – Travaux et les dispositions du code de la commande publique (articles L2197-3 et suivants et R2197-1 à R2197-25).

	<p>Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p>Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 13 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	--

ARTICLE 13 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur tous les acomptes (toutes taxes comprises) dès lors que le montant est supérieur à 200 000 € HT.

Cette retenue de garantie couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Conformément aux articles R2191-36 à -42 du code de la commande publique la retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande au gré du titulaire. Celle-ci s'élèvera à 5% TTC du montant du marché, PSE et modifications de marché éventuelles incluses.

En revanche, le Maître d'Ouvrage n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace l'application de la retenue de garantie.

Cette garantie peut être constituée en totalité pendant toute la durée du marché. En cas de modification de marché, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si le Maître d'Ouvrage n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifié par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification a été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours au plus tard après de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire ainsi que les sous-traitants devront justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, ainsi qu'au titre « Tous Risques Chantier » comportant la garantie des risques « incendie-explosion ».

Le titulaire devra par ailleurs présenter une assurance décennale ayant pour objet de couvrir **les dommages pouvant compromettre la solidité d'un ouvrage ou le rendre impropre à sa destination**.

Ces attestations doivent garantir les risques à hauteur des risques afférents à l'opération (le maître d'ouvrage appréciera si la couverture du risque est suffisante) et être en cours de validité.

Il doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer à l'entrepreneur défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

	<p>Travaux d'Extension de l'Unité de Thérapie Cellulaire (UTC) Hôpital Saint-Louis</p> <p>Procédure adaptée</p>	<p>Date : Janv. 2025 Page 14 sur 14</p> <p>CCAP n° SLS 003-2025</p>
--	---	--

ARTICLE 15 – DEROGATIONS

Le présent CCAP déroge aux dispositions suivantes du C.C.A.G-Travaux :

<u>Article du CCAP :</u>	<u>Article du C.C.A.G. correspondant :</u>	<u>Objet de l'article auquel il est dérogé :</u>
Article 3	Article 4.1	Pièces contractuelles
Article 12.1	Article 19	Pénalités

Les autres dispositions du CCAG Travaux s'appliquent pleinement au marché.